

Suresnois, Nanterriens,

L'espoir existe! Les extrêmes tentent de nous faire croire que le seul choix des français se trouve dans l'opposition plutôt que dans la conviction. C'est faux.

Certes, la situation économique de la France est difficile : explosion de la dette publique (+846 milliards d'euros), augmentation des faillites d'entreprises (+50% sur un an), et chômage de masse (plus de 5 millions de personnes).

Mais nous ne sommes pas prêts à augmenter encore nos impôts, à sacrifier nos services publics, ou à adopter des politiques sociales encore plus injustes, voire discriminatoires.

Aujourd'hui, je vous propose une alternative ambitieuse pour sortir de cette impasse par un **nouveau contrat social** fondé sur une relation renouvelée avec la dette et un impôt équitable.

D'une part, face au mur de la dette, il nous faut une répartition équitable des efforts financiers par une contribution plus juste des classes moyennes, une contribution plus importante des très riches, et un impôt minimal symbolique de 5 euros pour les plus précaires.

D'autre part, au-delà d'un impôt équitable, il nous faut développer une relation nouvelle avec la dette. C'est le sens du **grand plan d'actionnariat citoyen** que je vous propose. Il vise à donner l'opportunité à chacun de participer à la relance économique et d'en choisir la direction en devenant actionnaire de la dette française.

L'alternative qui s'offre à nous est la suivante : transformer les soixante-cinq millions de Français « locataires », dépendants de créanciers aux intérêts éloignés des nôtres, en « propriétaires » reprenant ainsi le pouvoir de décision qui nous appartient.

Pour mener ce combat à votre service, je fédérerai autour de moi toutes les bonnes volontés qui ont pour objectif de faire de la France une nation juste, indépendante et ambitieuse.

Le 30 juin, votez par conviction.

Sean Phillip Mc Coy

Candidat 4ème circonscription des Hauts-de-Seine

JE DÉFENDS

• Un plan d'actionnariat citoyen pour investir dans les secteurs d'avenir (environnement, innovation)

Pour donner l'opportunité aux français de relancer l'économie en devenant actionnaire de la France.

• Un partage équitable des impôts

Par une contribution plus juste des classes moyennes, plus importante des très riches, et un impôt minimal symbolique de 5 euros pour les plus précaires.

• La valorisation salariale de l'ancienneté

Par l'inscription dans la loi d'une augmentation de salaire automatique, alignée sur l'inflation cumulée, pour les salariés qui n'ont pas bénéficié d'une augmentation depuis quatre ans au sein de la même entreprise et au même poste

Le retour flexible au travail après une naissance

Pour permettre aux familles un meilleur équilibre professionnel et un accès facilité aux assistantes maternelles.

• La création d'un service civique Senior

Offrant aux retraités une indemnisation cumulable à leur pension pour encourager leur engagement social.

• Un « droit à l'échec » pour les entrepreneurs

Pour permettre aux primo-entrepreneurs de d'être exonérés des taxes et impôts liés à la radiation, liquidation ou cessation de leur entreprise.

• L'instauration d'un récépissé de contrôle d'identité

Pour formaliser et encadrer les contrôles, donnant à la personne contrôlée l'identification professionnelle de l'agent sans qu'elle ait à le demander.

• Le rétablissement de la position de la France à l'international

Par la défense du droit international afin qu'elle incarne une puissance de paix.